

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 04/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/07/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BIOS DEVELOPPEMENT

3 rue Basse Madeleine
22230 Merdrignac

Références : 2025-08-399
Code AIOT : 0006600761

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/07/2025 dans l'établissement BIOS DEVELOPPEMENT implanté 1126 B AV DU MOULINAS ZI SYNERPOLES 30340 SALINDRES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Lors de la précédente inspection réalisée le 13 mars 2025 dans le contexte de la perception d'odeurs désagréables et récurrentes touchant Salindres et les communes environnantes, deux non-conformités ont été constatées en ce qui concerne la présence de dépôts importants de poussières au sein de l'usine et l'absence de procédure de nettoyage, faisant l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-13 du 28 avril 2025.

L'objectif de la présente visite est de vérifier la mise en œuvre des actions correctives menées par l'exploitant pour se mettre en conformité au regard des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOS DEVELOPPEMENT
- 1126 B AV DU MOULINAS ZI SYNERPOLES 30340 SALINDRES
- Code AIOT : 0006600761
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'activité principale est la fabrication et le conditionnement d'engrais organo-minéraux solides pour l'agriculture. Les produits solides sont fabriqués à partir de matières premières minérales et végétales par broyage, mélange, bouchonnage et conditionnement en bigs-bags ou en sacs de 25 kg. La fabrication se situe au niveau de la tour de formulation-granulation.

Par arrêté préfectoral n°2002-34 du 24 octobre 2002, la Société de Nouvelle Fertilisation (S.N.F.) a été autorisée à poursuivre l'exploitation d'une usine de fabrication d'engrais organo-minéraux à Salindres. Le 10 juin 2005, la S.N.F. était mise en liquidation judiciaire.

En 2006, l'usine a été reprise par la société BIOS DÉVELOPPEMENT, qui a bénéficié du récépissé de déclaration de changement d'exploitant n°2007-19 du 26 avril 2007. BIOS DÉVELOPPEMENT (outils industriels) est une filiale de BIO3G, racheté à 100% fin 2024 par le groupe suisse "éléphant vert", également spécialisé dans l'amendement organique auprès des agriculteurs.

L'arrêté préfectoral n°2009-19 du 16 juillet 2009 a modifié l'arrêté du 24 octobre 2002 pour tenir compte des modifications apportées aux installations du site.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 24/10/2002, article 7.5.8	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des envols de poussières	AP de Mise en Demeure du 28/04/2025, article 1	Levée de mise en demeure
2	Approvisionnement en matières premières pulvérulentes	AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 1	Levée de mise en demeure
3	Situation	Lettre du 30/04/2021	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	administrative		
4	Connaissance des produits - Odeurs	Arrêté Préfectoral du 24/10/2002, article 7.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la précédente inspection du 13 mars 2025, deux non conformités ont été mises en évidence l'une concernant la présence de dépôts importants de poussières au niveau des deux zones de déchargement des camions ainsi qu'au sein de l'usine, révélant un défaut de nettoyage pouvant générer un risque potentiel d'atmosphère explosive au droit de ces zones (explosion de poussières mises en suspension), et l'autre portant sur l'absence de procédure de nettoyage laquelle doit mentionner en particulier les fréquences de nettoyage et le matériel à utiliser pour les nettoyages ainsi que l'absence de registre de traçabilité des nettoyages. Un arrêté préfectoral de mise en demeure a donc été pris le 28 avril 2025.

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a achevé la mise en place de son plan d'actions visant à retrouver la conformité relative à un état de propreté satisfaisant de son établissement par la réalisation d'un nettoyage complet de toutes les zones en défaut, et à la rédaction de consignes d'exploitation fixant les modalités de nettoyage. A ce titre, l'arrêté préfectoral de mise en demeure n°2025-13 du 28 avril 2025 est levé.

En ce qui concerne les autres constats soulevés lors de la précédente visite du 13 mars 2025, l'exploitant a mis en œuvre les actions correctives comme l'actualisation du classement ICPE de son établissement suite aux modifications apportées aux installations ces deux dernières années, la transmission des résultats de l'analyse menée sur les potentielles molécules odorantes issues de l'utilisation des matières premières dans le process et l'entretien intégral du bassin de confinement des eaux d'extinction incendie.

Néanmoins, concernant le bassin de rétention, il s'est avéré à l'issue des opérations de nettoyage du bassin, que la géomembrane est fissurée et présente des trous à divers endroits. Une action corrective est attendue avant la fin de l'année 2025 afin que l'exploitant fasse procéder aux travaux de réparation de la géomembrane.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des envols de poussières

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/04/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Propreté du site et nettoyages
Prescription contrôlée : La société BIOS DEVELOPPEMENT (SIRET : 440 895 258 00059), dont le siège social est domicilié au ZI SYNERPOLES. 1126 B AV DU MOULINAS 30340 SALINDRES est mise en demeure sous un délai maximal de 1 mois , de respecter les dispositions des articles 4.1 et 4.2 de l'arrêté préfectoral n°2002-34 du 24 octobre 2002. Le délai s'entend à compter de la date de notification du présent arrêté. <u>Article 4.1 de l'AP du 24/10/2002</u> L'établissement est tenu dans un état de propreté satisfaisant. L'ensemble des aires, pistes de

circulation et voies d'accès, l'intérieur des ateliers et des conduits d'évacuation doivent faire l'objet de nettoyages fréquents, au moyen d'un matériel suffisamment puissant, destinés à éviter l'envol de poussières.

Les produits de ces dépoussiérages doivent être éliminés en fonction de leurs caractéristiques.

[...]

Les différents appareils et installations de réception, stockage, manipulation, traitement et expédition de produits de toute nature doivent être construits, positionnés, aménagés, exploités, afin de prévenir les émissions diffuses et les envols de poussières.

Les documents où figurent les principaux renseignements concernant le fonctionnement des installations doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Constats :

Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté des dépôts de poussières très importants, sur tous les niveaux de la tour de fabrication, au sol, sur les équipements, sur l'ensemble des tuyauteries et sur les structures du bâtiment, et un dépôt notable au niveau des zones de déchargement camions, révélant un nettoyage très insuffisant de l'ensemble du bâtiment.

L'inspection avait également constaté qu'une procédure dénommée "procédure hygiène et sécurité" mise à jour en dernier lieu le 28 avril 2021 précisait un planning de nettoyage du sol des ateliers une fois tous les 4 mois, et de l'usine une fois par an. Cependant, l'exploitant n'avait pas pu justifier au cours de la visite, ni ultérieurement, d'une traçabilité concernant les nettoyages effectués au sein des ateliers. Dans ces conditions et en l'absence d'éléments justificatifs complémentaires sur le sujet, l'inspection relève un potentiel risque sur la sécurité des procédés et installations relatif à la formation d'atmosphère explosible (par explosibilité possible des poussières mises en suspension), tel que défini aux articles 7.3 et 7.6.1 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2002.

Au vu de ces constats, l'exploitant a été mis en demeure de respecter, sous un délai de 1 mois, les dispositions de l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2002.

Par courrier du 14 avril 2025 complété par un mail daté du 26 juin 2025, l'exploitant a indiqué que la procédure sus-citée a été mise à jour en incluant des consignes renforcées de nettoyage et qu'un registre de traçabilité des opérations a été créé et intégré dans le système de management de la qualité de l'usine. De plus, l'exploitant a précisé que des actions de nettoyage ont été engagées dès le mois de mai dans toutes les zones de l'installation accessibles au personnel dans le respect de la priorité de sécurité pour ce dernier. Toutefois, certaines zones en hauteur et/ou difficilement accessibles nécessitaient l'intervention de cordistes formés et équipés ne pouvant intervenir qu'à partir du mois de juillet.

Lors de la visite, la procédure "hygiène et propreté" de référence PR-Gest Risq-S-SA-005 et mise à jour le 18 mars 2025, a été présentée à l'inspection. Il est constaté que des fréquences de nettoyage ont été fixées en fonction de zones de l'usine définies par l'exploitant et reportées sur un plan annexé à la procédure. Ainsi, l'exploitant procède à :

- des nettoyages journaliers du sol et des machines au niveau du rez-de-chaussée de l'usine (bureau, dosage, zone presses, zone ensachage et zone palettisation) ainsi qu'au niveau des deux allées de déchargement des camions (à chaque déchargement de matières premières),
- des nettoyages mensuels à chaque niveau de la tour de fabrication qui comporte 5 plateformes (plateformes broyeur, mélangeurs, cyclone...), au niveau de la zone de stockage des matières premières sous chapiteau et au niveau des deux allées de déchargement des camions (couloir et trottoirs),
- des nettoyages semestriels du sous-sol et des zones peu accessibles, voire très peu accessibles

<p>lesquelles nécessiteront l'intervention d'une entreprise spécialisée (cordistes et nacelle).</p> <p>En outre, à la demande de l'inspection lors de la visite, l'exploitant a complété sa procédure le 31 juillet 2025 par le matériel à utiliser pour le nettoyage des différentes zones, à savoir, une aspiration centralisée ainsi que des balais et pelles.</p> <p>Les registres de traçabilité des opérations de nettoyage selon les fréquences fixées ont été consultés le jour de l'inspection. Il est constaté que les registres mis en place et dénommés "Tableau de suivi des nettoyages journaliers" de référence EN-Gest Risq-S-SA-004 et "Tableau de suivi des nettoyages dans l'année" de référence EN-Gest Risq-S-SA-005, sont bien remplis par le personnel de l'usine. A noter que l'enregistrement des nettoyages journaliers a débuté le 19 mai 2025.</p> <p>S'agissant des zones en hauteur et/ou difficilement accessibles, l'exploitant a missionné la société SODI qui est intervenue du 15 au 28 juillet 2025. Le nettoyage complet du sous-sol et des parties hautes de la tour de fabrication (poutres, structure du bâtiment, dessus des silos,...) a bien été consigné dans les registres de traçabilité mentionnés supra.</p> <p>Lors de la visite terrain, l'inspection constate que l'ensemble de l'usine est dans un état de propreté correct dépourvu de dépôt de poussières ou de matières solides.</p> <p>Dans ces conditions, l'exploitant s'est donc mis en conformité par rapport à l'article 4.1 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2002. La mise en demeure du 28 avril 2025 peut être considérée comme satisfaite et ainsi être levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Approvisionnement en matières premières pulvérulentes

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/05/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions de poussières - Risque d'explosion
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société BIOS DEVELOPPEMENT (SIRET : 440 895 258 00059), dont le siège social est domicilié au ZI SYNERPOLES. 1126 B AV DU MOULINAS 30340 SALINDRES est mise en demeure sous un délai maximal de 1 mois, de respecter les dispositions des articles 4.1 et 4.2 de l'arrêté préfectoral n°2002-34 du 24 octobre 2002.</p> <p>Le délai s'entend à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p><u>Article 4.2 de l'AP du 24/10/2002</u></p> <p>L'approvisionnement des silos en matières premières s'effectue de sorte que l'émission de poussières soit aussi limitée que possible. A cet effet, l'exploitant établira une consigne et mettra en œuvre un contrôle systématique de son respect. Cette consigne est affichée en permanence de façon lisible par toute personne en mission de livraison. En tant que de besoin, les opérations génératrices de poussières sont effectuées sous dispositif de capotage et avec aspiration efficace. Ce dispositif ne doit en aucune façon consister en un transfert de pollution. Il ne doit également pas être à l'origine de risques d'incendie et d'explosion.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite, l'inspection avait constaté un dépôt important de poussières dans un des deux couloirs de circulation des camions dédié au déchargement des matières premières dans les silos. L'exploitant n'avait pas pu justifier que l'approvisionnement des silos en matières premières s'effectue de sorte que l'émission de poussières soit aussi limitée que possible et</p>

aucune consigne en ce sens n'était affichée sur la zone, seul un affichage précisant le produit contenu dans chacun des silos en sous-sol était présent.

Dans ces conditions, et en l'absence d'éléments justificatifs complémentaires sur le sujet, l'inspection relève un potentiel risque sur la sécurité des procédés et installations relatif à la formation d'atmosphère explosible, tel que défini à l'article 7.3 et 7.6.1 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2002.

Au vu de ces constats, l'exploitant a été mis en demeure de respecter, sous un délai de 1 mois, les dispositions de l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2002.

Par courrier du 14 avril 2025, l'exploitant a indiqué que des consignes de déchargement ont été établies, accompagnées de consignes de contrôles systématiques et de consignes de nettoyage des zones de déchargement (cf. constat n°1).

Lors de la présente visite, l'inspection s'est rendue au niveau des deux allées de circulation des camions. Il est constaté d'une part que les consignes de déchargement ont été affichées au droit des zones de déchargement qui mentionnent qu'un nettoyage systématique après chaque livraison pour garantir la propreté et la sécurité de l'environnement de travail, et d'autre part la propreté des deux zones de déchargement (sol, trottoirs des couloirs et grilles au-dessus des silos). Pour rappel, ces deux zones sont également concernées par un nettoyage mensuel en sus du nettoyage effectué après chaque déchargement de camion.

Dans ces conditions, l'exploitant s'est donc mis en conformité par rapport à l'article 4.2 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2002. La mise en demeure du 28 avril 2025 peut être considérée comme satisfaite et ainsi être levée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Situation administrative

Référence réglementaire : Lettre du 30/04/2021

Thème(s) : Situation administrative, Rubriques ICPE

Prescription contrôlée :

Rubrique	Intitulé	Caractéristique de l'activité	Régime
2170-1	E n g r a i s , amendements et supports de culture (fabrication des) à partir de matières organiques 1. Lorsque la capacité de production est supérieure ou égale à 10 t/j	Capacité de production de 200 tonnes/jour	A

2260-1-a	<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage, décortication ou séchage par contact direct avec les gaz de combustion des substances végétales et de tous produits organiques naturels</p> <p>1. Pour les activités relevant du travail mécanique, la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant :</p> <p>a) Supérieure à 500 kW</p>	<p>Puissance maximale de l'ensemble des machines : 780 kW</p>	E
2515-1-a	<p>Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, lavage, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, en vue de la production de matériaux destinés à une utilisation</p>	<p>Puissance maximale de l'ensemble des machines : 780 kW</p>	E

	<p>utilisation</p> <p>La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant :</p> <p>a) Supérieure à 200 kW</p>		
2171	<p>Fumiers, engrais et supports de culture (dépôts de) renfermant des matières organiques et n'étant pas l'annexe d'une exploitation agricole</p> <p>Le dépôt étant supérieur à 200 m³</p>	<p>2 silos de 30 m³ chacun</p> <p>1 stockage de 2000 m³ de produits finis conditionnés en entrepôt</p>	D
2160-2	<p>Silos et installations de stockage, en vrac, de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable</p> <p>b) Si le volume total des stockages est supérieur à 5 000 m³ mais inférieur ou égal à 15 000 m³</p>	1600 m ³ au maximum	NC
2175	<p>Engrais liquide (dépôt d') en récipients de capacité unitaire supérieure ou égale à</p>	<p>2 mélangeurs de 3 m³ pour fabriquer les produits finis</p> <p>9 cuves de 2 m³ pour stocker les produits</p>	NC

	<p>supérieure ou égale à 3 000 l</p> <p>Lorsque la capacité totale est :</p> <p>Supérieure à 100 m³</p>	<p>stocker les produits finis</p> <p>30 palettes de bidons de 22 litres soit 15 m³</p> <p>Total : 40 m³ maximum</p>	
4510	<p>Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t</p>	12 tonnes au maximum	NC
4702-II	<p>Engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium correspondant aux spécifications du règlement européen n° 2003/2003 du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 relatif aux engrais ou à la norme française équivalente NF U 42-001-1.</p> <p>La quantité totale d'engrais répondant à au moins un des trois critères I, II ou III ci-dessus susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 500 t, mais inférieure à 1 250 t</p>	<p>Ammonitrates 33,5%N en big bag :</p> <p>25 tonnes au maximum</p>	NC

4718-1	<p>Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène)</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant :</p> <p>1. Pour le stockage en récipients à pression transportables</p> <p>b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t</p>	<p>2 bouteilles d'oxygène</p> <p>2 bouteilles d'acétylène</p>	NC
--------	--	---	----

A : Autorisation - E : Enregistrement - D : Déclaration - NC : Non classé

Constats :

Lors de la précédente visite, l'exploitant avait informé l'inspection des modifications apportées aux installations portant sur:

- le remplacement de l'ammonitrate à 33,5% d'azote par de l'ammonitrate à 27% d'azote, dont la quantité susceptible d'être stockée sur le site reste identique (environ 25 tonnes), n'entraînant pas d'impact sur la rubrique ICPE n°4702 non classée relative aux engrais composé à base de nitrate d'ammonium;

- la mise à l'arrêt depuis 2024, de l'atelier de fabrication des engrais liquides dont la ligne de production a été démantelée entraînant le retrait de produits relevant des rubriques ICPE non classées n°2175 (suppression de 9 cuves de 2 m3 chacune pour le stockage d'engrais liquides (produits finis)) et n°4510 (suppression des produits classés dangereux pour l'environnement). L'exploitant a transmis un dossier de porter à connaissance le 14 avril 2025 qui décrit les modifications susvisées ayant comme conséquences la suppression des rubriques n°2175 et n°4510 et la modification de la rubrique n°4702. A la lecture du document, l'inspection constate que le classement général du site n'est pas modifié par ces évolutions, il reste soumis au régime de l'autorisation au titre de la rubrique n° 2170 (fabrication d'engrais, amendements et supports de culture) et au régime de l'enregistrement au titre des rubriques n°2260 (broyage, concassage, criblage,... de substances végétales et de tous produits organiques naturels) et n°2515 (broyage, concassage, criblage,... de produits minéraux naturels).

L'inspection propose d'acter dans une lettre à la signature du sous-préfet d'Alès, l'actualisation du classement des installations au regard de la nomenclature ICPE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Connaissance des produits - Odeurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2002, article 7.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Fiches de données de sécurité

Prescription contrôlée :

[...] L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. [...]

Constats :

Lors de la précédente visite réalisée dans le contexte de perception d'odeurs désagréables et récurrentes touchant la commune de Salindres, l'inspection a proposé à l'exploitant de mener une analyse des potentielles molécules odorantes présentes sur site complétée éventuellement par une caractérisation des odeurs par un expert compétent, à l'image du travail mené en 2022 sur les sites industriels de la zone partenaires avec la mairie de Salindres et l'association ATMO Occitanie dans le cadre de l'évaluation de la situation odorante à Salindres.

L'exploitant a donc procédé à une analyse des fiches de données de sécurité (FDS) des matières premières, dont les résultats ont montré que plusieurs FDS de matières premières relèvent une potentielle odeur liée à la matière première qui s'avère pour la plupart des cas comme étant inodore, à l'exception du sulfate de potasse minérale dont la FDS mentionne une odeur modérée. A noter que la majorité des matières premières, dont le sulfate de potasse minérale, sont stockées en silos implantés en sous-sol du bâtiment de fabrication de l'usine.

Comme constaté lors de la précédente inspection, la visite terrain du bâtiment de production a mis en évidence des odeurs de très faible intensité, limitées aux zones de stockage des matières premières (au niveau des grilles ouvertes des silos) et des ateliers de fabrication. La seule source d'odeur avérée en mars 2025 concernant la zone de stockage en bigs-bags d'ammonitrates situés

à l'abri sous le chapiteau de stockage, n'a pas été relevée lors de la présente visite, en raison de l'absence de stockage d'ammonitrate sous le chapiteau.

Par ailleurs, dans son courrier transmis le 14 avril 2025, l'exploitant indique qu'une visite sur site a été planifiée le mercredi 23 avril 2025 avec les équipes d'ATMO Occitanie en vue d'intégrer l'observatoire régional des odeurs par la société BIOS DEVELOPPEMENT. Suite à cette visite qui s'est donc déroulée le 23 avril 2025, une demande d'adhésion a été effectuée de manière officielle par l'exploitant par courrier du 23 juin 2025.

A la date de la présente inspection, l'association ATMO Occitanie n'avait pas fait part de sa décision, la demande d'adhésion devant passer devant une commission de validation de candidature en fin d'année 2025.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant d'informer l'inspection de l'avancement de son dossier de demande d'adhésion à l'observatoire des odeurs animé par ATMO Occitanie.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Eaux d'extinction incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/10/2002, article 7.5.8

Thème(s) : Risques accidentels, Entretien du bassin

Prescription contrôlée :

Une capacité de confinement des eaux d'extinction d'incendie d'un volume au moins égal à 2000m³ doit être créée :

- soit par la mise en rétention du bâtiment
- soit par aménagement d'un bassin extérieur ou du bassin d'écroulement existant
- soit par combinaison de ces différentes possibilités

Constats :

Lors de la précédente inspection, il avait été constaté la présence de végétation au fond du bassin de rétention du site, ce qui ne permettait pas de s'assurer de sa bonne étanchéité.

Suite à ce constat, l'exploitant a fait procéder par l'entreprise Alliance Environnement, à un entretien complet du bassin de rétention les 9 et 10 juillet 2025. Les boues et sédiments générés par les opérations de nettoyage pour une quantité totale de plus de 15 tonnes, ont été évacués vers le site agréé de Sud Maintenance Valorisation implanté à Vers Pont du Gard. Les justificatifs liés à ce nettoyage (devis et bon de commande du 27 juin 2025, bons de pesées du 10 juillet 2025 et mail d'accusé de réception des travaux du 29 juillet 2025) ont été présentés à l'inspection.

Lors de la visite terrain, il est bien constaté le nettoyage intégral du bassin de rétention et l'absence de végétation et dépôts en fond de bassin.

Concernant la bonne étanchéité du bassin, l'exploitant constate après réalisation des opérations de nettoyage, la présence de plusieurs fissures et trous dans la géomembrane du bassin.

L'exploitant a donc missionné la société EGC pour un contrôle électrique de la géomembrane qui consiste à détecter la présence de toute perforation dans le but d'une réparation immédiate. Un

devis daté du 23 juillet 2025 a été établi par la société EGC présentant les propositions de travaux sus-cités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 4 mois